

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/200545]

**23 JANVIER 2020. — Décret modifiant le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, en vue de transposer partiellement la directive (UE) 2018/410 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2018 (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose partiellement la Directive (UE) 2018/410 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2018 modifiant la Directive 2003/87/CE afin de renforcer le rapport coût-efficacité des réductions d'émissions et de favoriser les investissements à faible intensité de carbone, et la Décision (UE) 2015/1814.

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, remplacé par le décret du 6 octobre 2010 et modifié par les décrets du 21 juin 2012 et du 24 octobre 2013, les mots « dans la Communauté » sont remplacés par les mots « dans l'Union ».

**Art. 3.** Dans l'article 1/1, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, inséré par le décret du 6 octobre 2010 et modifié par le décret du 21 juin 2012, le mot « communautaire » est remplacé par le mot « européen ».

**Art. 4.** Dans l'article 2 du même décret, modifié par le décret du 21 juin 2012, les 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup> sont abrogés.

**Art. 5.** L'article 3 du même décret, remplacé par le décret du 21 juin 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement organise la collecte des données, en vue de la détermination des installations couvertes par le présent décret et de l'allocation des quotas à titre gratuit pour chaque installation.

Il peut, dans le cadre des actes adoptés par la Commission européenne en vertu de la Directive 2003/87/CE et le cas échéant en complément de ces actes, fixer les données que l'exploitant de l'installation transmet ainsi que les exigences relatives à l'intégrité de ces données et à leur vérification et les modalités de transmission et de traitement des données.

§ 2. Le Gouvernement présente à la Commission européenne la liste des installations couvertes par le présent décret pour chaque période de cinq ans.

Pour la période débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2021, le Gouvernement présente la liste le 30 septembre 2019 au plus tard.

Chaque liste contient des informations relatives à l'activité de production, aux transferts de chaleur et de gaz, à la production d'électricité et aux émissions au niveau des sous-installations au cours des cinq années civiles précédant sa présentation.

Le Gouvernement alloue des quotas à titre gratuit uniquement aux installations pour lesquelles les informations demandées en vertu du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et en vertu de l'alinéa 3 ont été fournies et pour autant que la Commission européenne n'ait pas refusé leur inscription sur la liste.

§ 3. Sous réserve de l'alinéa 2, le Gouvernement n'alloue aucun quota à titre gratuit aux producteurs d'électricité, aux installations de captage de CO<sub>2</sub>, aux pipelines destinés au transport de CO<sub>2</sub> ou aux sites de stockage de CO<sub>2</sub>.

En vue de répondre à une demande économiquement justifiable par rapport à la production de chaleur ou de froid, des quotas gratuits sont alloués au chauffage urbain ainsi qu'à la cogénération à haut rendement telle que définie par le décret du 12 avril 2001 relatif au marché régional de l'électricité. Pour chaque année postérieure à 2013, le total des quotas délivrés à ces installations pour la production de ce type de chaleur est adapté en utilisant le facteur linéaire visé à l'article 9 de la Directive 2003/87/CE, à l'exception des années pour lesquelles ces quotas sont adaptés de manière uniforme conformément à l'article 10bis, paragraphe 5, de la Directive 2003/87/CE. ».

**Art. 6.** Dans le même décret, au chapitre II, l'intitulé de la section 2, remplacé par le décret du 21 juin 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Modifications de l'allocation ».

**Art. 7.** Dans le chapitre II, section 2, du même décret, l'intitulé de la sous-section 1<sup>e</sup>, inséré par le décret du 21 juin 2012, est abrogé.

**Art. 8.** L'article 4 du même décret, remplacé par le décret du 21 juin 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Le niveau des quotas alloués à titre gratuit aux installations dont les activités ont augmenté ou diminué, selon une évaluation réalisée sur la base d'une moyenne mobile de deux années, de plus de quinze pour cent par rapport au niveau initialement retenu pour déterminer l'allocation de quotas à titre gratuit pour la période concernée, est adapté, le cas échéant, par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut, dans le cadre des actes adoptés par la Commission européenne en vertu de la Directive 2003/87/CE et le cas échéant en complément de ces actes, fixer des modalités additionnelles. ».

**Art. 9.** Dans le chapitre II, section 2, du même décret, l'intitulé de la sous-section 2, inséré par le décret du 21 juin 2012, est abrogé.

**Art. 10.** L'article 5 du même décret, remplacé par le décret du 21 juin 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Le Gouvernement n'alloue aucun quota à titre gratuit à une installation qui a cessé son activité, sauf si l'exploitant lui apporte, pour cette installation, la preuve de la reprise de la production dans un délai précis et raisonnable. Les installations dont l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre a expiré ou a été retirée et les installations dont l'activité ou la reprise d'activité est techniquement impossible sont considérées comme ayant cessé leurs activités.

Le Gouvernement peut, dans le cadre des actes adoptés par la Commission européenne en vertu de la Directive 2003/87/CE et le cas échéant en complément de ces actes, fixer les modalités d'application du présent article. ».

**Art. 11.** Dans le chapitre II, section 2, du même décret, la sous-section 3, comportant l'article 5/1, insérée par le décret du 21 juin 2012, est abrogée.

**Art. 12.** Dans le chapitre II, section 2, du même décret, la sous-section 4, comportant l'article 5/2, insérée par le décret du 21 juin 2012, est abrogée.

**Art. 13.** Dans le chapitre II, section 2, du même décret, la sous-section 5, comportant l'article 5/3, insérée par le décret du 21 juin 2012, est abrogée.

**Art. 14.** Dans le chapitre II, section 2, du même décret, l'intitulé de la sous-section 6, inséré par le décret du 21 juin 2012, est abrogé.

**Art. 15.** L'article 5/4 du même décret, inséré par le décret du 21 juin 2012 et modifié par le décret du 24 octobre 2013, est abrogé.

**Art. 16.** L'article 6 du même décret, modifié par les décrets du 22 juin 2006, du 21 juin 2012 et du 20 octobre 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. L'exploitant communique au Gouvernement les modifications susceptibles d'avoir une incidence sur l'allocation de quotas.

Si l'exploitant n'a pas communiqué correctement ou intégralement les modifications, l'exploitant restitue, à la demande du Gouvernement, les quotas reçus en excédent.

Le Gouvernement peut, dans le cadre des actes adoptés par la Commission européenne en vertu de la Directive 2003/87/CE et le cas échéant en complément de ces actes, fixer des modalités additionnelles aux alinéas 1 et 2. ».

**Art. 17.** L'article 7 du même décret, remplacé par le décret du 21 juin 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. En cas de fermeture de capacités de production d'électricité sur le territoire en raison de mesures régionales supplémentaires, le Gouvernement peut annuler des quotas provenant de la quantité totale des quotas mis aux enchères à concurrence d'un montant correspondant à la moyenne des émissions vérifiées de l'installation concernée au cours d'une période de cinq ans précédant la fermeture. ».

**Art. 18.** A l'article 10 du même décret, modifié par le décret du 21 juin 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « le deuxième jeudi du mois de mars » sont remplacés par les mots « pour la date fixée par le Gouvernement »;

2° le paragraphe 2 est abrogé;

3° dans le paragraphe 3, les mots « par l'Agence wallonne de l'Air et du Climat » sont remplacés par les mots « par le vérificateur ».

**Art. 19.** A l'article 10/1 du même décret, inséré par le décret du 6 octobre 2010 et remplacé par le décret du 21 juin 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 3, les mots « , autres que des quotas délivrés en application du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour les activités aériennes, », ainsi que les mots « , soit, dans les proportions et conditions fixées par le Gouvernement, des crédits ou des URCE et des ÜRE » sont abrogés;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Les quotas délivrés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013 sont valables pour une période indéterminée. Les quotas délivrés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021 comportent une mention indiquant au cours de quelle période de dix ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 ils ont été délivrés, et ils sont valables pour les émissions produites dès la première année de cette période. ».

**Art. 20.** A l'article 11/1 du même décret, inséré par le décret du 6 octobre 2010 et modifié par le décret du 21 juin 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « fixé à l'article 10, § 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « fixé en vertu de l'article 10, § 1<sup>er</sup> »;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « le deuxième jeudi du mois de mars » sont remplacés par les mots « le jour de l'expiration du délai pour envoyer la déclaration vérifiée ».

**Art. 21.** Dans l'article 12bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, rétabli par le décret du 24 octobre 2013, les mots « l'article 5/4, alinéa 4 » sont remplacés par les mots « l'article 6, alinéa 2 ».

**Art. 22.** Dans l'article 12/2 du même décret, rétabli par le décret du 24 octobre 2013, les mots « au Règlement (UE) n° 601/2012 de la Commission du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil » sont remplacés par les mots « aux actes d'exécution adoptés par la Commission européenne ».

**Art. 23.** Dans l'article 13, § 2, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 4° est abrogé;

b) il est complété par le 12° rédigé comme suit :

« 12° le financement des actions climatiques dans les pays vulnérables et non membres de l'Union européenne, notamment pour l'adaptation aux conséquences du changement climatique. ».

**Art. 24.** L'article 16/1 du même décret, inséré par le décret du 6 octobre 2010, est abrogé.

**Art. 25.** L'article 5, introduisant l'article 3, § 3, et les articles 6 à 21 et 24 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Namur, le 23 janvier 2020.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,  
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
C. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

Session 2019-2020.

Documents du Parlement wallon, 77 (2019-2020) N<sup>os</sup> 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 22 janvier 2020.

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2020/200545]

**23. JANUAR 2020 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls, mit der Absicht, die Richtlinie (EU) 2018/410 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. März 2018 teilweise umzusetzen**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie (EU) 2018/410 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. März 2018 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG zwecks Unterstützung kosteneffizienter Emissionsreduktionen und zur Förderung von Investitionen mit geringem CO<sub>2</sub>-Ausstoß und des Beschlusses (EU) 2015/1814 teilweise umgesetzt.

**Art. 2** - In Artikel 1 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls, ersetzt durch das Dekret vom 6. Oktober 2010 und abgeändert durch die Dekrete vom 21. Juni 2012 und 24. Oktober 2013, werden die Wörter "in der Gemeinschaft" durch die Wörter "in der Union" ersetzt.

**Art. 3** - In Artikel 1/1 Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 6. Oktober 2010 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Juni 2012, wird das Wort "gemeinschaftlicher" durch das Wort "europäischer" ersetzt.

**Art. 4** - In Artikel 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 21. Juni 2012, werden die Ziffern 4, 5 und 9 aufgehoben.

**Art. 5** - Artikel 3 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 21. Juni 2012, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 3 - § 1. Die Regierung organisiert die Sammlung der Daten, um die Anlagen zu bestimmen, die durch vorliegendes Dekret gedeckt werden, und die kostenlose Zuteilung von Zertifikaten für jede Anlage zu ermöglichen.

Im Rahmen der Rechtsakte, die von der Europäischen Kommission kraft der Richtlinie 2003/87/EK verabschiedet werden, und gegebenenfalls in Ergänzung zu diesen Rechtsakten, kann die Regierung die von dem Betreiber der Anlage übermittelten Daten sowie die Vorschriften für die Integrität dieser Daten und deren Prüfung und die Modalitäten für die Übermittlung und Verarbeitung der Daten festlegen.

§ 2. Die Regierung legt der Europäischen Kommission das Verzeichnis der durch vorliegendes Dekret für jeden Zeitraum von fünf Jahren gedeckten Anlagen vor.

Für den Zeitraum, der an dem 1. Januar 2021 anfängt, legt die Regierung das Verzeichnis spätestens am 30. September 2019 vor.

Jedes Verzeichnis umfasst für die fünf Jahre vor seiner Übermittlung Informationen über Aktivitätsraten, Wärme- und Gasaustausch, Stromerzeugung und Emissionen auf Ebene von etwaigen Anlagenteilen.

Nur für die Anlagen, für welche die kraft Paragraph 1 Absatz 2 und kraft Absatz 3 beantragten Auskünfte mitgeteilt werden, werden von der Regierung kostenlos Zertifikate zugeteilt, insofern die Europäische Kommission ihre Eintragung im Verzeichnis nicht verweigert hat.

§ 3. Für Stromerzeuger, Anlagen zur Abscheidung von CO<sub>2</sub>, Pipelines für die Beförderung von CO<sub>2</sub> oder CO<sub>2</sub>-Speicherstätten erfolgt vorbehaltlich von Absatz 2 keine kostenlose Zuteilung von Zertifikaten durch die Regierung.

Für einen wirtschaftlich vertretbaren Bedarf in Bezug auf Wärme- und Kälteerzeugung werden Zertifikate für Fernwärme und hocheffiziente Kraft-Wärme-Kopplung im Sinne des Dekrets vom 21. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes kostenlos zugeteilt. Für jedes Jahr nach 2013 wird die Gesamtzuteilung an solche Anlagen für die Erzeugung dieser Art von Wärme jährlich anhand des linearen Faktors gemäß Artikel 9 der Richtlinie 2003/87/EG angepasst, mit Ausnahme der Jahre, in denen die Anpassung dieser Zuteilungen gemäß Artikel 10bis Paragraph 5 der Richtlinie 2009/87/EG einheitlich vorgenommen wird.“.

**Art. 6** - In Kapitel II desselben Dekrets wird die Überschrift von Abschnitt 2, ersetzt durch das Dekret vom 21. Juni 2012, durch Folgendes ersetzt:

“Änderungen der Zuteilung“.

**Art. 7** - In Kapitel II Abschnitt 2 desselben Dekrets wird die Überschrift von Unterabschnitt 1, eingefügt durch das Dekret vom 21. Juni 2012, aufgehoben.

**Art. 8** - Artikel 4 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 21. Juni 2012, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 4 - Die Höhe der kostenlosen Zuteilungen an Anlagen, deren Betriebsleistung, berechnet auf der Grundlage eines gleitenden Durchschnitts von zwei Jahren, im Vergleich zu dem Wert, der für die ursprüngliche Berechnung der kostenlosen Zuteilungen für den betreffenden Zeitraum verwendet wurde, um mehr als 15 % gestiegen oder gesunken ist, wird von der Regierung entsprechend angepasst.

Im Rahmen der von der Europäischen Kommission kraft der Richtlinie 2003/87/EG verabschiedeten Rechtsakte und gegebenenfalls in Ergänzung zu diesen Rechtsakten kann die Regierung zusätzliche Modalitäten festlegen.“.

**Art. 9** - In Kapitel II Abschnitt 2 desselben Dekrets wird die Überschrift von Unterabschnitt 2, eingefügt durch das Dekret vom 21. Juni 2012, aufgehoben.

**Art. 10** - Artikel 5 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 21. Juni 2012, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 5 - Für eine Anlage, die ihren Betrieb eingestellt hat, nimmt die Regierung keine kostenlose Zuteilung von Zertifikaten vor, außer wenn der Betreiber für diese Anlage den Nachweis erbringt, dass die Produktion binnen einer genauen und angemessenen Frist wieder aufgenommen wird. Die Anlagen, für welche die Genehmigung zur Emission von Treibhausgasen abgelaufen ist oder entzogen wurde, und diejenigen, deren Betrieb oder Wiederaufnahme des Betriebs technisch unmöglich ist, gelten als Anlagen, die ihren Betrieb eingestellt haben.

Im Rahmen der von der Europäischen Kommission kraft der Richtlinie 2003/87/EG verabschiedeten Rechtsakte und gegebenenfalls in Ergänzung zu diesen Rechtsakten kann die Regierung die Modalitäten für die Umsetzung des vorliegenden Artikels festlegen.“.

**Art. 11** - In Kapitel II Abschnitt 2 desselben Dekrets wird der Unterabschnitt 3 mit dem Artikel 5/1, eingefügt durch das Dekret vom 21. Juni 2012, aufgehoben.

**Art. 12** - In Kapitel II Abschnitt 2 desselben Dekrets wird der Unterabschnitt 4 mit dem Artikel 5/2, eingefügt durch das Dekret vom 21. Juni 2012, aufgehoben.

**Art. 13** - In Kapitel II Abschnitt 2 desselben Dekrets wird der Unterabschnitt 5 mit dem Artikel 5/3, eingefügt durch das Dekret vom 21. Juni 2012, aufgehoben.

**Art. 14** - In Kapitel II Abschnitt 2 desselben Dekrets wird die Überschrift von Unterabschnitt 6, eingefügt durch das Dekret vom 21. Juni 2012, aufgehoben.

**Art. 15** - Artikel 5/4 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 21. Juni 2012 und abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, wird aufgehoben.

**Art. 16** - Artikel 6 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Juni 2006, 21. Juni 2012 und 20. Oktober 2016, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 6 - Der Betreiber teilt der Regierung die Änderungen mit, die Auswirkungen auf die Zuteilung von Zertifikaten haben könnten.

Wenn der Betreiber die Änderungen nicht richtig oder nicht vollständig mitgeteilt hat, gibt er auf Antrag der Regierung die überschüssigen Zertifikate ab.

Im Rahmen der von der Europäischen Kommission kraft der Richtlinie 2003/87/EG verabschiedeten Rechtsakte und gegebenenfalls in Ergänzung zu diesen Rechtsakten kann die Regierung zusätzliche Modalitäten zu den Absätzen 1 und 2 festlegen.“.

**Art. 17** - Artikel 7 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 21. Juni 2012, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 7 - Im Fall der Stilllegung von Stromerzeugungskapazitäten in ihrem Hoheitsgebiet aufgrund zusätzlicher regionaler Maßnahmen kann die Regierung Zertifikate aus der Gesamtmenge der Zertifikate, die von ihr zu versteigern sind, maximal in Höhe der Durchschnittsmenge der geprüften Emissionen der betreffenden Anlage während eines Zeitraums von fünf Jahren vor der Stilllegung löschen.“.

**Art. 18** - In Artikel 10 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 21. Juni 2012, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 2 werden die Wörter “am zweiten Donnerstag des Monats März” durch die Wörter “zum von der Regierung festgelegten Datum” ersetzt;

2° Paragraph 2 wird aufgehoben;

3° in Paragraph 3 werden die Wörter “Falls am 31. März immer noch kein durch die “Agence wallonne de l’air et du climat” als zufriedenstellend bewerteter Bericht unterbreitet worden ist” durch die Wörter “Falls am 31. März immer noch kein durch die prüfende Instanz als zufriedenstellend bewerteter Bericht unterbreitet worden ist” ersetzt.

**Art. 19** - Artikel 10/1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 6. Oktober 2010 und ersetzt durch das Dekret vom 21. Juni 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 3 werden die Wörter "und keine in Anwendung des Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten für Luftverkehrstätigkeiten vergebenen Zertifikate sind," sowie die Wörter "oder auch Kredite oder CER und ERU in den von der Regierung festgelegten Proportionen und unter den von ihr festgelegten Bedingungen" gestrichen.

2° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 3 und 4 eingefügt:

"Die ab dem 1. Januar 2013 vergebenen Zertifikate sind auf unbegrenzte Zeit gültig. Auf Zertifikaten, die ab dem 1. Januar 2021 vergeben werden, ist anzugeben, in welcher Handelsperiode von zehn Jahren, beginnend mit dem 1. Januar 2021, sie vergeben wurden; sie sind für Emissionen ab dem ersten Jahr dieser Handelsperiode gültig."

**Art. 20** - Artikel 11/1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 6. Oktober 2010 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Juni 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "innerhalb der in Artikel 10 § 1 festgelegten Frist" durch die Wörter "innerhalb der kraft Artikel 10 § 1 festgelegten Frist" ersetzt;

2° in Paragraph 1 Absatz 2 werden die Wörter "ab dem zweiten Donnerstag des Monats März" durch die Wörter "ab dem Tag, an dem die zur Übermittlung der geprüften Erklärung eingeräumte Frist abläuft," ersetzt.

**Art. 21** - In Artikel 12bis § 1 Absatz 1 desselben Dekrets, wieder eingeführt durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, werden die Wörter "Artikel 5/4 Absatz 4" durch die Wörter "Artikel 6 Absatz 2" ersetzt.

**Art. 22** - In Artikel 12/2 desselben Dekrets, wieder eingeführt durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, werden die Wörter "Verordnung (EU) Nr. 601/2012 der Kommission vom 21. Juni 2012 über die Überwachung von und die Berichterstattung über Treibhausgasemissionen gemäß der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates" durch die Wörter "den von der Europäischen Kommission verabschiedeten Durchführungsrechtsakten" ersetzt.

**Art. 23** - Artikel 13 § 2 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 20. Februar 2014, wird folgendermaßen abgeändert:

a) Ziffer 4 wird aufgehoben;

b) er wird um eine Ziffer 12 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"12° Finanzierung von Klimaschutzmaßnahmen in gefährdeten Drittländern, einschließlich der Anpassung an die Folgen des Klimawandels."

**Art. 24** - Artikel 16/1 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 6. Oktober 2010, wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 25** - Artikel 5, durch den Artikel 3 § 3 eingeführt wird, und Artikel 6 bis 21 und 24, treten am 1. Januar 2021 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 23. Januar 2020

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

C. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

P-Y. DERMAGNE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Sitzung 2019-2020.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 77 (2019-2020), Nr. 1 bis 3

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 22. Januar 2020.

Diskussion

Abstimmung

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/200545]

**23 JANUARI 2020. — Decreet tot wijziging van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, om richtlijn (EU) 2018/410 van het Europees Parlement en de Raad van 14 maart 2018 gedeeltelijk om te zetten (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Bij dit decreet wordt richtlijn (EU) 2018/410 van het Europees Parlement en de Raad van 14 maart 2018 tot wijziging van Richtlijn 2003/87/EG ter bevordering van kosteneffectieve emissiereducties en koolstofarme investeringen en van besluit (EU) 2015/1814 gedeeltelijk omgezet.

**Art. 2.** In artikel 1 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, vervangen bij het decreet van 6 oktober 2010, worden de woorden "binnen de Gemeenschap" vervangen door de woorden "binnen de Unie".

**Art. 3.** In artikel 1/1, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 6 oktober 2010 en gewijzigd bij het decreet van 21 juni 2012, wordt het woord "gemeenschappelijk" vervangen door het woord "Europees".

**Art. 4.** In artikel 2 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 21 juni 2012, worden punten 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> en 9<sup>o</sup> opgeheven.

**Art. 5.** Artikel 3 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 21 juni 2012, wordt vervangen als volgt:

"Art. 3. § 1. De Regering organiseert de inzameling van de gegevens met het oog op de bepaling van de installaties die onder dit decreet vallen, en van de kosteloze toewijzing van rechten voor elke installatie.

In het kader van de handelingen aangenomen door de Europese Commissie krachtens richtlijn 2003/87/EG en, in voorkomend geval, in aanvulling op die handelingen, kan ze de gegevens vaststellen die de exploitant van de installatie doorgeeft, alsmede de eisen met betrekking tot de integriteit van die gegevens en de verificatie ervan, en de modaliteiten voor de doorgifte en de verwerking van de gegevens.

§ 2. De Regering legt de lijst van de installaties die onder dit decreet vallen, voor elke periode van vijf jaar aan de Europese Commissie voor.

Voor de periode die begint op 1 januari 2021 legt de Regering de lijst uiterlijk op 30 september 2019 voor.

Elke lijst bevat informatie over de productieactiviteit, de overdracht van warmte en gas, de elektriciteitsproductie en de emissies op het niveau van de subinstallaties gedurende de vijf kalenderjaren die aan de indiening ervan voorafgaan.

De Regering wijst alleen kosteloze emissierechten toe aan de installaties waarvoor de krachtens paragraaf 1, tweede lid, en derde lid, vereiste informatie is verstrekt en op voorwaarde dat de Europese Commissie de opnemings van deze installaties in de lijst niet heeft geweigerd.

§ 3. Onder voorbehoud van het tweede lid wijst de Regering geen kosteloze emissierechten toe aan elektriciteitsopwekkers, installaties voor het afvangen van CO<sub>2</sub>, pijpleidingen voor het vervoer van CO<sub>2</sub> of CO<sub>2</sub>-opslagplaatsen.

Om te voldoen aan een economisch aantoonbare vraag met betrekking tot de productie van warmte of koeling, worden kosteloze emissierechten toegewezen voor de stadsverwarming en voor hoogrenderende warmtekrachtkoppeling, zoals gedefinieerd in het decreet van 12 april 2001 betreffende de gewestelijke elektriciteitsmarkt. Voor elk jaar na 2013 wordt de totale hoeveelheid emissierechten die aan dergelijke installaties worden verleend voor de productie van dit type warmte aangepast met behulp van de in artikel 9 van richtlijn 2003/87/EG bedoelde lineaire factor, behalve voor de jaren waarvoor deze emissierechten op uniforme wijze worden aangepast overeenkomstig artikel 10bis, paragraaf 5, van richtlijn 2003/87/EG."

**Art. 6.** In hoofdstuk II van het hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 2, vervangen bij het decreet van 21 juni 2012, vervangen als volgt:

"Wijzigingen van de toewijzing".

**Art. 7.** In hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt het opschrift van onderafdeling 1, ingevoegd bij het decreet van 21 juni 2012, opgeheven.

**Art. 8.** Artikel 4 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 21 juni 2012, wordt vervangen als volgt:

"Art. 4. Het niveau van de emissierechten die kosteloos worden toegewezen aan installaties waarvan de activiteiten, volgens een beoordeling verricht op basis van een voortschrijdend gemiddelde over twee jaar, met meer dan 15 % zijn toegenomen of afgenomen ten opzichte van het niveau dat oorspronkelijk is gebruikt om de kosteloze toewijzing van emissierechten voor de betrokken periode te bepalen, wordt, in voorkomend geval, door de Regering aangepast.

De Regering kan in het kader van de handelingen die op grond van Richtlijn 2003/87/EG door de Europese Commissie zijn aangenomen, en, in voorkomend geval, in aanvulling op deze handelingen aanvullende nadere regels vaststellen."

**Art. 9.** In hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt het opschrift van onderafdeling 2, ingevoegd bij het decreet van 21 juni 2012, opgeheven.

**Art. 10.** Artikel 5 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 21 juni 2012, wordt vervangen als volgt:

"Art. 5. De Regering wijst geen kosteloos emissierecht toe aan een installatie die haar activiteit heeft stopgezet, tenzij de exploitant haar het bewijs levert dat de productie voor die installatie binnen een bepaalde en redelijke termijn is hervat. Installaties waarvan de broeikasgasemissievergunning is verlopen of is ingetrokken en installaties waarvan de activiteit of de hervatting van de activiteit technisch onmogelijk is, worden geacht hun activiteiten te hebben gestaakt.

De Regering kan in het kader van de handelingen die op grond van Richtlijn 2003/87/EG door de Europese Commissie zijn aangenomen, en, in voorkomend geval, in aanvulling op deze handelingen de modaliteiten van toepassing van dit artikel vaststellen.”.

**Art. 11.** In hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt de bij het decreet van 21 juni 2012 ingevoegde onderafdeling 3 die artikel 5/1 omvat, opgeheven.

**Art. 12.** In hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt de bij het decreet van 21 juni 2012 ingevoegde onderafdeling 4 die artikel 5/2 omvat, opgeheven.

**Art. 13.** In hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt de bij het decreet van 21 juni 2012 ingevoegde onderafdeling 5 die artikel 5/3 omvat, opgeheven.

**Art. 14.** In hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt het opschrift van onderafdeling 6, ingevoegd bij het decreet van 21 juni 2012, opgeheven.

**Art. 15.** Artikel 5/4 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 21 juni 2012 en gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013, wordt opgeheven.

**Art. 16.** Artikel 6 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 juni 2006, 21 juni 2012 en 20 oktober 2016, wordt vervangen als volgt:

“Art. 6. De exploitant stelt de Regering in kennis van alle wijzigingen die van invloed kunnen zijn op de toewijzing van emissierechten.

Indien de exploitant de wijzigingen niet nauwkeurig of niet volledig heeft medegedeeld, levert hij op verzoek van de Regering de overmatige emissierechten in.

De Regering kan in het kader van de handelingen die op grond van Richtlijn 2003/87/EG door de Europese Commissie zijn aangenomen, en, in voorkomend geval, in aanvulling op deze handelingen aanvullende modaliteiten op de eerste en tweede leden vaststellen.”.

**Art. 17.** Artikel 7 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 21 juni 2012, wordt vervangen als volgt:

“Art. 7. Ingeval capaciteit voor de opwekking van elektriciteit op het grondgebied vanwege aanvullende gewestelijke maatregelen wordt gesloten, kan de Regering emissierechten schrappen uit de totale hoeveelheid geveilde emissierechten tot maximaal een hoeveelheid die overeenkomt met het gemiddelde volume geverifieerde emissies van de betrokken installatie over een periode van vijf jaar vóór de sluiting ervan.”.

**Art. 18.** In artikel 10 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 21 juni 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “uiterlijk de tweede donderdag van de maand maart” vervangen door de woorden “uiterlijk op de door de Regering vastgestelde datum”;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven;

3° in paragraaf 3 worden de woorden “door het het “Agence wallonne de l’Air et du Climat” vervangen door de woorden “door de verificateur”.

**Art. 19.** In artikel 10/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 6 oktober 2010 en vervangen bij het decreet van 21 juni 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het derde lid wordt gewijzigd als volgt: “Om te voldoen aan de verplichting bedoeld in het eerste lid maken de exploitanten gebruik hetzij van emissierechten die hen kosteloos zijn toegewezen, hetzij van de door veiling verworven emissierechten”;

2° tussen het derde en het vierde lid wordt het volgende lid ingevoegd:

“Emissierechten die met ingang van 1 januari 2013 worden verleend, zijn voor onbepaalde tijd geldig. Emissierechten die met ingang van 1 januari 2021 worden verleend, bevatten een aanduiding waaruit blijkt in welke periode van tien jaar te rekenen vanaf 1 januari 2021 zij zijn verstrekt, en zijn geldig voor emissies met ingang van het eerste jaar van die periode.”.

**Art. 20.** In artikel 11/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 6 oktober 2010 en vervangen bij het decreet van 21 juni 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “de in artikel 10, § 1, bepaalde” vervangen door de woorden “de krachtens artikel 10, § 1, bepaalde”;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “de tweede donderdag van de maand maart” vervangen door de woorden “de dag waarop de termijn voor de verzending van de geverifieerde rapportage afloopt”.

**Art. 21.** In artikel 12bis, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 24 oktober 2013, worden de woorden “artikel 5/4, vierde lid” vervangen door de woorden “artikel 6, tweede lid”.

**Art. 22.** In artikel 12/2 van hetzelfde decreet, hersteld bij het decreet van 24 oktober 2013, worden de woorden “van Verordening (EU) nr. 601/2012 van de Commissie van 21 juni 2012 inzake de monitoring en rapportage van de emissies van broeikasgassen overeenkomstig Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad” vervangen door de woorden “van de door de Europese Commissie vastgestelde uitvoeringshandelingen”.

**Art. 23.** In artikel 13, § 2, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 4° wordt opgeheven;

b) het wordt aangevuld met een punt 12°, luidend als volgt:

“12° de financiering van klimaatacties in kwetsbare derde landen die geen lid zijn van de Europese Unie, waaronder de aanpassing aan de gevolgen van klimaatverandering.”.

**Art. 24.** Artikel 16/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 6 oktober 2010, wordt opgeheven.

**Art. 25.** Artikel 5 tot invoeging van artikel 3, § 3, en de artikelen 6 tot en met 21 en 24 treden in werking op 1 januari 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 januari 2020.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
C. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

Zitting 2019-2020.

Stukken van het Waalse Parlement, 77 (2019-2020) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 22 januari 2020.

Bespreking.

Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/200535]

### 9 JUILLET 2019. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 02 de la division organique 13 et le programme 11 de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, notamment l'article 26;

Vu le décret du 30 novembre 2018 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019, notamment l'article 32;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4<sup>ème</sup> alinéa;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement à l'article de base 51.02 du programme 02 de la division organique 13 et à l'article 61.03 du programme 11 de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon en sa séance du 6 juin 2019 dans le cadre du programme FEDER Wallonie-Bruxelles 2020.EU, à savoir, les dossiers suivants (intitulés et codifications des projets cofinancés) :

FEDER Wallonie-Bruxelles 2020.EU;

Axe 1 : Economie 2020;

Mesure 1.1.3 : Renforcement de la compétitivité du territoire par la création et la requalification d'infrastructures propices à l'accueil des entreprises contribuant à la transition vers une économie bas carbone;

Intitulé : Eco-zonings d'excellence;

Projet : Réalisation d'aménagements favorables à l'émergence d'un opérateur ferroviaire de proximité - voie de manœuvre;

Opérateur : IDEA SCRL;

Article de base : 61.03.11;

Crédits d'engagement : 92.000 EUR;

Codification du projet : E TR 1 113000 00239;

Axe 3 : Intelligence territoriales 2020;